

Mobilisation des salariés de VSF au Technocentre : Conditions de transfert au rabais, suppressions d'emploi... **Nous sommes tous concernés !**

La mobilisation des salariés de VSF, qui ont appris la fermeture de leur site et leur transfert forcé sur d'autres sites d'Ingénierie d'Ile-de-France, prend de l'ampleur.

Après l'intrusion dans la salle de réunion du CSE Renault IdF à VSF le 10 juin, après les manifestations à Boulogne à l'Amicale du Groupe Renault, lieu des négociations sur leurs conditions de transfert, et au Cristallin le 18 juin, **les salariés de VSF, réunis en Assemblée générale le 23 juin, ont décidé de venir au Technocentre jeudi 25 juin.**



Assemblée des salariés de VSF le 23 juin 2026

Le 25 juin a aussi lieu le CSE de Renault IdF. Lors de cette réunion, la direction annoncera la déclinaison en France des 15 à 20 % de réduction des effectifs mondiaux de l'Ingénierie d'ici 2028. La CGT et SUD appellent les salariés des établissements Renault IdF, Ampere SAS, Ampere ST et les prestataires à faire grève ce jour-là et à rejoindre leurs collègues de VSF.

Solidarité avec les collègues de VSF
Non aux suppressions d'emploi dans l'Ingénierie
Rassemblement jeudi 25 juin à 10h
au Technocentre, devant l'accueil de l'Avancée

**La fermeture de VSF s'inscrit dans le plan de réduction de 15 à 20%
des emplois de l'Ingénierie Monde**

Lors des CSE du 28 mai et 10 juin, la direction avait affirmé que le plan de « *relocalisation des salariés de VSF* » se ferait « *sans suppression d'emplois* ». Lors de la négociation du 18 juin, elle met en avant une RCC qui pourrait aller jusqu'à 153 suppressions d'emplois (et une extension de la DA qui pourrait concerner 50 salariés). Sur 434 CDI actuel, cela ferait **un emploi supprimé sur deux** pour une fermeture de site présentée « *sans suppression d'emplois* » il y a 10 jours ! C'est en réalité un plan social déguisé et au rabais.

Et la direction ne compte pas s'arrêter là. Après la mise en œuvre d'un plan de départ en Roumanie, elle convoque les syndicats à un **Observatoire des métiers de l'Ingénierie le 24 juin**. Elle y dévoilera la **contribution de la France dans la réduction de 15 à 20 % des effectifs de l'Ingénierie Monde**. Avec une redescende d'infos dans les **CSE Renault IdF et Ampere le 25 juin**.

A force de supprimer des emplois, les sites deviennent surcapacitaires et risquent la fermeture, comme VSF. Il est temps de dire : **Stop à la casse sociale, industrielle et humaine !**

Une prime pour tous ! Le « cas par cas », on n'en veut pas !

La mobilisation des salariés de VSF a obligé la direction à ouvrir des négociations les 18 et 19 juin.

Le précédent, c'est la fermeture de Renault Choisy. La forte mobilisation des salariés de Choisy en 2020 avait obligé la direction à verser une prime exceptionnelle de **28 800 € brut** à tous les salariés mutés à Flins, en plus des mesures d'accompagnement des transferts internes et des départs. Par contre, sans mobilisation lors de la fermeture du Plessis-Robinson ou des Ulis, les salariés transférés sur d'autres sites n'ont obtenu que le minimum des dispositifs de mobilité individuelle du groupe Renault.

Les réactions collectives des salariés de VSF ont fait reculer la direction sur une bonne partie des mutations forcées à Aubevoye. Il y en avait 41 dans le projet initial, la direction n'en évoque plus que 6 aujourd'hui. Elle dit que, pour moitié, ce serait une « régularisation » pour des salariés travaillant déjà à Aubevoye. Pour les 23 salariés encore mutés de force à Lardy, elle dit être en train d'étudier la situation.

Mais pour le reste, la direction n'a lâché que des miettes. **Les mesures supplémentaires octroyées par la direction se montent en moyenne à 450 € par salarié de VSF sur 3 ans, soit environ 240 000 euros.** Une paille comparée aux millions d'euros versés aux dirigeants du groupe sous forme d'actions gratuites ou de dividendes aux gros actionnaires.

Alors que les salariés portent la revendication d'une **prime de transfert spécifique pour tous les salariés**, les mesures proposées relèvent d'un "cas par cas" qui a pour **objectif de diviser les salariés**. Par exemple, la direction choisit de relever les barèmes qui s'appliquent en cas de mobilité classique individuelle entre sites. Donc, certains toucheraient une prime et **d'autres non**.

De plus, **ce ne sont pas des mobilités individuelles choisies, mais une mobilité collective forcée.**

Les salariés de VSF disent non à la signature d'un accord au rabais

Réunis en AG le 23 juin, les salariés de VSF demandent aux organisations syndicales centrales (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO) de ne pas signer l'« Accord définissant les mesures spécifiques d'accompagnement des salariés du site de VSF ». La CGT a déjà dit qu'elle ne signerait pas. La direction doit revoir sa copie.

Ce que demandent les salariés VSF :

- **Une prime de transfert pour tous les salariés de VSF de 20 000 € net par personne.** Selon un calcul fait par des salariés, Cela représente les 9 millions d'€ d'économies par an que fera la direction en fermant VSF divisés par le nombre de salariés transférés au TCR, Lardy et au CTA.
- **Le doublement de l'aide « surcoût de transport »**
- **La prime de mobilité calculée selon le temps de trajet réel domicile/lieu de travail aux heures de pointe (avec les bouchons)**
- **La liberté du choix des sites de transfert** (avec mobilité ouverte dès maintenant sans attendre le transfert des moyens d'essais et engagement de résultat de la direction)
- **Des postes d'accueil pour tous les salariés de VSF**, car cela n'est pas le cas (ex : le magasin)
- **Le rétablissement du télétravail 3 jours/semaine et des dérogations élargies (RQTH...)**
- D'autres points plus spécifiques : extension LOA, prise en charge du pass Navigo, l'aménagement des horaires pour prendre en compte l'augmentation du temps de trajet.

Ce qu'il faut pour toute l'Ingénierie :

- **L'arrêt des suppressions nettes d'emploi**
- **Un départ = Une embauche**
- **Une augmentation générale des salaires de 400 euros par mois**
- **De meilleures conditions de travail**